

L'Union européenne ouvre les yeux sur sa crise démographique

Article rédigé par *Le Figaro*, le 18 juin 2020

Source [Le Figaro] La Commission présidée par Ursula von der Leyen publie mercredi un état des lieux du déclin et du vieillissement enregistré depuis trente ans par la population des pays de l'Est, ainsi que par celle de l'Italie, de la Grèce et de l'Espagne. Une évolution aux lourdes conséquences économiques, sociales et politiques.

La Commission présidée par [Ursula von der Leyen](#), qui a choisi d'intégrer pour la première fois un portefeuille spécialement consacré à cet enjeu, dévoilera mercredi un «rapport sur l'impact de la transition démographique». Ce document d'une trentaine de pages dresse un état des lieux plutôt sombre des évolutions en cours. La population de l'UE, estimée à 447 millions d'habitants depuis que celle-ci a été amputée du Royaume-Uni, stagne après un demi-siècle de croissance ininterrompue. L'espérance de vie a augmenté de dix ans depuis les années 1960. Le taux de fécondité a longtemps décliné avant de remonter légèrement. Résultat: si la tendance actuelle se maintient, le nombre d'Européens devrait diminuer à partir de 2030 pour retomber à 424 millions en 2070 - ce qui constituerait un recul de 5 % en un demi-siècle.

Ces projections, envisagées à l'échelle du continent, posent plusieurs problèmes. Sur le terrain économique, tout d'abord, les auteurs du rapport estiment que l'UE va perdre environ 18 % de sa population active d'ici à 2070. Inquiets de ce frein à la création de richesses, ils appellent à développer l'emploi des femmes et la formation des personnes peu qualifiées, ainsi qu'à favoriser le maintien au travail des personnes âgées de 55 à 64 ans. Ils ne s'attardent guère, en revanche, sur le rôle de la main-d'œuvre immigrée. Prédissant que la part des personnes âgées de plus de 65 ans atteindra 30 % d'ici à un demi-siècle, ils soulignent la nécessité de prendre en compte le poids croissant des pensions de retraite sur les finances publiques. En outre, ils rappellent que les systèmes de santé devront être adaptés à la part croissante des Européens de plus de 80 ans. Celle-ci devrait doubler d'ici à 2070, pour atteindre alors 13 % de la population.

D'avantage encore que sur ces données générales, cependant, c'est sur le sort de nombreuses régions en voie de dépeuplement que le rapport tire la sonnette d'alarme. En Bulgarie, en Roumanie, en Hongrie et dans les pays Baltes, d'innombrables villages se sont progressivement vidés. La baisse de la natalité qui a suivi l'effondrement du bloc soviétique, l'exode rural et l'ouverture des frontières européennes dans les années 2000 se conjuguent pour expliquer ce phénomène. Mais les pays de l'Est, désormais, n'ont plus le monopole de la crise. Dans la péninsule Ibérique, le sud de l'Italie ou certaines régions de Grèce, le taux de fécondité ne dépasse pas 1,25 enfant par femme - bien loin des 2,1 enfants nécessaires au renouvellement des générations. Selon le rapport de la Commission, 31 millions d'Européens vivent dans ces zones qui cumulent un déclin démographique rapide et un revenu par habitant très en dessous de la moyenne.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)